

Xauxa à la tête de 3,000 hommes d'infanterie et de 900 chevaux ; faisant une contre-marche par la route de Saint-Mateo, il arriva le 9 septembre en vue de la position de San Martin, campé autour de la hacienda nommée *Mendoza*, à un mille de Lima, sur la route d'Aréquiqa. Le but du chef royaliste était d'attaquer les patriotes et de porter secours à la citadelle de Callao, sur les murs de laquelle le drapeau espagnol flottait encore. La situation de l'armée patriote, au dire du colonel Miller, n'était rien moins que prospère, quoique San Martin comptât 7,000 hommes sous son commandement ; néanmoins Canterac, en voyant l'ennemi retranché derrière des murs, en apparence formidables, et appuyé sur ses derrières par la population de Lima qui avait pris une attitude belliqueuse, jugea plus prudent de passer entre la capitale et le bord de la mer, et d'aller se placer sous la protection du canon de Callao. C'était le moment d'attaquer les royalistes ; San Martin ne le comprit pas, ou ne voulut pas profiter de l'occasion que lui offrait sa bonne étoile. Ce n'est pas sans raison qu'on l'a hautement blâmé de ce manque de perspicacité ou de courage. Aucune des raisons qu'on a fait valoir pour excuser une faute aussi grossière ne nous paraît assez péremptoire pour justifier d'une erreur pareille ce général par trop temporisateur.

Dans la nuit du 17, Canterac battit en retraite, laissant le général La Mar dans le château de Callao avec trois jours de vivres. Las Heras, commandant en chef des patriotes, reçut l'ordre de poursuivre les royalistes, mais d'éviter une action générale. Après s'être avancé à la distance de neuf lieues au delà de la capitale, il renonça à la poursuite, abandonnant, on ne sait pourquoi, au colonel Miller, qui commandait quelques compagnies légères, le soin et l'honneur de faire quelques prisonniers et de recevoir la soumission d'un millier de royalistes (*).

(*) Le général Sanchez avait été laissé en arrière dans la retraite précipitée des

Bientôt survinrent des querelles déplorables entre San Martin et lord Cochrane, querelles dans lesquelles l'amiral fit preuve d'une mauvaise foi et d'une irritabilité extrêmes. N'est-il pas étrange, par exemple, de voir Cochrane soutenir que la citadelle de Callao, une fois prise par lui, devait porter le drapeau chilien ? Les panégyristes de l'irascible Anglais disent, pour expliquer ces discussions coupables, que le noble lord fut indigné en voyant San Martin se saisir du pouvoir suprême, au lieu de s'en rapporter, pour le choix d'un gouvernement, à un congrès national ; ils prétendent aussi que la proposition que lui fit San Martin de le nommer amiral du Pérou fut accueillie par lui comme une injure, attendu que c'était tout simplement lui proposer de trahir le gouvernement chilien. On dit que le Protecteur refusa de payer aux équipages des vaisseaux l'arriéré de leur solde, à moins que l'escadre ne passât au service du Pérou. Ce qu'il y a de certain et de plus clair au milieu de ces justifications maladroites, c'est que l'amiral avait réclamé à San Martin un arriéré de solde, dont ce dernier rendait le gouvernement chilien seul responsable, et que quant aux autres demandes de Cochrane, le Protecteur les accueillit favorablement, se bornant à demander du temps pour payer. L'amiral fut singulièrement contrarié de cette réponse ; il insista, feignant d'y être contraint à cause de la disposition de ses équipages à la révolte. Les matelots, dont la moitié étaient anglais, murmuraient, en effet, du manque d'eau-de-vie, et des préférences dont l'armée de terre était l'objet sous le rapport des approvisionnements, et ici il n'est pas inutile de remarquer que les habitudes anglaises se révèlent partout où se montre l'uniforme britannique ; mais du murmure à la révolte il y avait encore loin, et Cochrane aggravait les choses pour avoir un prétexte de harceler le Protecteur. A ce

royalistes ; il expira dans une cabane sur le bord de la route. Son corps fut retrouvé par un patriote.

moment, l'armée royaliste parut sous les murs de Callao. L'amiral apprenant que l'argent monnayé et en lingots a été, ainsi que quelques sommes appartenant à des particuliers, transporté à Ancon, abandonne le Callao au danger qui le menace et fait voile pour la ville qui recèle le précieux trésor. Il s'empare de ces richesses, et sans en référer à personne, il s'en sert pour payer ses équipages pour le compte et au nom du gouvernement chilien. Il est permis de trouver ces façons d'agir au moins fort légères, surtout si l'on songe que Cochrane était sous les ordres de San Martin. Quant à la somme trouvée à Ancon, l'amiral prétendit qu'elle ne s'élevait qu'à la moitié environ de celle que le Protecteur affirmait avoir été déposée dans le trésor du gouvernement. Lequel des deux disait la vérité ? Ce point n'a pas été éclairci ; mais il faut convenir que lord Cochrane, par sa conduite inqualifiable, donna lieu aux plus fâcheux soupçons, car il s'était mis en position de voir ses déclarations, au sujet de l'argent confisqué, révoquées en doute.

Le 21 septembre, le général La Mar rendit la citadelle de Callao au Protecteur, à des conditions éminemment favorables aux assiégés. Le 26, San Martin fit connaître à Cochrane une partie des instructions secrètes qu'il avait reçues du gouvernement, et lui transmit notamment copie d'un article qui l'autorisait, en qualité de commandant en chef de l'expédition libératrice, à employer tout ou partie de la flotte suivant qu'il le jugerait utile. En vertu de ces pouvoirs, il ordonna à l'amiral et aux vaisseaux placés sous son commandement de quitter les côtes du Pérou.

A l'indélicatesse et aux mauvais procédés, Cochrane ajouta la désobéissance. Furieux de l'ordre que lui avait intimé son supérieur, au lieu de se rendre à Valparaiso, comme il le devait, il se mit à la poursuite de deux frégates espagnoles qui avaient récemment touché à Panama. Cinglant vers le nord, il arriva jusqu'à la hauteur de la Californie ; là, venant à ap-

prendre que les frégates n'avaient pas paru dans cette direction, il se décida à retourner sur le littoral péruvien. Les écrivains anglais ont beaucoup admiré l'intrépidité avec laquelle cette croisière fut entreprise et soutenue ; ils s'extasiaient sur le sang-froid et le courage dont Cochrane fit constamment preuve au milieu des tempêtes et des privations les plus cruelles, malgré le mauvais état de son vaisseau et les fâcheuses dispositions de l'équipage. Nous ne saurions, quant à nous, nous associer à ces éloges. En poursuivant les frégates espagnoles, Cochrane oubliait que, durant cette longue absence, les ports du Chili pouvaient être attaqués par quelque escadre ennemie ; or, il avait emmené quatre navires, c'est-à-dire la plus grande partie des forces navales dont le gouvernement chilien pût disposer. Il exposait donc la république qu'il servait au danger d'une attaque qu'elle aurait difficilement repoussée en l'absence de ses quatre meilleurs vaisseaux. En second lieu, il se jouait de la vie des hommes qui lui étaient confiés en les livrant de gaieté de cœur à tous les hasards d'une croisière dans des mers inhospitalières, sur des vaisseaux en mauvais état et manquant de vivres. Ce n'est pas ici de l'exagération, car les écrivains anglais racontent eux-mêmes que les équipages souffraient de la faim et de la soif, et que le navire *O'Higgins* faisait assez d'eau pour nécessiter l'emploi continu de cent hommes au service des pompes. Ainsi Cochrane exposait la vie de ses matelots et abandonnait la république du Chili aux entreprises de la marine espagnole pour la vaine satisfaction de capturer deux frégates, et de faire parler de lui. Comment un acte aussi coupable a-t-il pu trouver des approbateurs ?

Mais lord Cochrane ne s'arrêta pas en si beau chemin ; une fois engagé dans la voie de la désobéissance et de la violence aggravée d'absurdité, il alla jusqu'au bout. Arrivé à Guayaquil, de retour de sa folle croisière, il apprend que les frégates espagnoles

ont visité ce port quelques jours auparavant, et que le commandant, craignant d'être pris, a capitulé avec des agents péruviens et s'est rendu moyennant une somme stipulée. Que fait-il alors? Il se rend en toute hâte au Callao, où il trouve la *Prueba* (une des frégates en question), sous pavillon péruvien, et il réclame ce navire comme lui appartenant à titre de prise légitime. Cette étrange prétention fut accueillie comme elle devait l'être. Il s'ensuivit une discussion qui faillit amener de sanglantes hostilités; à la fin, sa seigneurie jugea prudent de quitter la place, et fit route pour Valparaíso, où elle arriva le 1^{er} septembre 1822.

Ce célèbre Cochrane, ce grand coureur d'aventures, montra, quelques mois plus tard, que ce beau feu pour les nouvelles républiques américaines, bien loin d'être aussi pur qu'il semblait l'être et de s'alimenter à la source d'un amour sincère pour la liberté, n'était, chez ce fanfaron de gloire, autre chose qu'un insatiable désir de renommée, une de ces passions d'entreprises qui tourmentent certains esprits turbulents et qui constituent un des caractères de l'excentricité anglaise. Ce que nous disons ici trouve sa preuve irréfutable dans ce fait, que, le 19 janvier 1823, ce même homme, qui s'était posé en défenseur de l'indépendance américaine, quitta Valparaíso pour aller prendre le commandement des forces navales de l'empereur du Brésil. Nous sommes loin de prétendre que l'assistance de lord Cochrane ait été sans utilité pour les républiques du nouveau monde; mais d'abord nous croyons que cette utilité doit être notablement réduite; et, en second lieu, nous attribuons à cet officier un tout autre mobile que celui qu'on lui a toujours supposé.

La capitulation de Callao, la retraite de Canterac et le départ de lord Cochrane laissèrent à San Martin toute liberté pour consolider son pouvoir et terminer la guerre. Malheureusement Lima fut la Capoue de l'armée libératrice, et les discussions qui s'élevèrent

entre les chefs achevèrent de mettre obstacle à toute mesure énergique. « Les plaisirs et le luxe de la capitale, dit M. Miller, avaient tellement amolli les officiers et les soldats, que lorsqu'on résolut enfin de faire marcher quelques bataillons, mille prétextes furent aussitôt inventés pour retarder le départ de la petite armée. Quand les chefs oublièrent leurs devoirs et ne s'occupèrent plus de leurs subordonnés, il est tout naturel que les jeunes officiers se laissent aller à une indifférence coupable, et que le mécontentement gagne les soldats. Les habitants de Lima qui avaient reçu leurs libérateurs avec un si vif enthousiasme, ne supportèrent plus leur présence qu'avec colère, quand la discipline fut relâchée et la conduite de la garnison devenue intolérable; le bruit des fêtes et la joie des festins ne purent étouffer les murmures des mécontents. Lima sentait enfin le fardeau d'une armée livrée aux dangers de l'oisiveté et abandonnée à elle-même, tandis que l'ennemi, si hautement méprisé par les patriotes, était toujours maître de l'intérieur. »

Ce n'est pas tout : le Protecteur en nommant aux emplois éminents des hommes dont le seul mérite était de s'être déclarés pour la cause de l'indépendance, avait, sans le savoir, ouvert la porte aux abus et aux discussions. Non-seulement les ambitions non satisfaites se donnèrent carrière pour arriver aux places et aux distinctions, mais encore le parti libéral conçut beaucoup d'ombrage d'une politique qui semblait marcher à l'aristocratie. Il s'ensuivit une série de contestations et d'embarras qui retardèrent singulièrement l'œuvre de l'émancipation complète. Don Domingo Tristan, riche propriétaire, était un des personnages dont San Martin avait satisfait l'ambition; quoiqu'ayant changé deux fois d'opinion et de parti, il avait été nommé général et chargé du commandement de Ica, avec mission spéciale de recruter les forces patriotes dans les environs de cette ville. Il emmena de Lima deux bataillons et partit

ayant pour instruction, dans le cas où l'ennemi se montrerait, de se retirer sans risquer le combat. Ica est une détestable position militaire, et cependant Tristan n'avait pris aucune des précautions que le simple bon sens indiquait. Il fut surpris par le général Canterac (avril 1822), qui avait eu le soin de lui couper d'avance la retraite. Les patriotes se dispersèrent dès le début de l'action; mille d'entre eux furent faits prisonniers, et quatre pièces d'artillerie ainsi qu'un grand nombre de chevaux, de mules et de bœufs, tombèrent au pouvoir des royalistes. L'effet moral de cette funeste rencontre fut désastreux, en ce que le prestige qui jusque-là n'avait cessé d'environner les armes des patriotes, fut détruit, et que le peuple, désormais moins confiant en la supériorité des indépendants, fut, par cela même, moins dévoué à la cause libérale.

Le seul événement qui pût compenser les résultats de ce revers, fut la victoire de Pinchincha, remportée le 24 mai 1822 par le général colombien Sucre et le colonel Santa-Cruz, qui commandait un corps auxiliaire péruvien, envoyé de Truxillo. Cette bataille, qui assura l'indépendance de la Colombie, fit grand honneur aux soldats du Pérou.

Sur ces entrefaites, San Martin quitta la capitale et se rendit à Guayaquil. Qu'allait-il faire dans cette ville? Le peuple s'adressait cette question avec une certaine anxiété, lorsqu'il apprit que le Protecteur avait eu une entrevue avec Bolivar. Après quarante-huit heures de séjour à Guayaquil, San Martin reprit la route du Callao. On en conclut que la conférence n'avait eu aucun résultat satisfaisant. Le Protecteur déclara qu'il avait désiré obtenir la cession de Guayaquil pour en faire le grand arsenal de la marine péruvienne, mais que Bolivar avait résolu, de son côté, d'annexer cette ville à la Colombie. Il est certain que les deux hommes d'État devaient aussi différer sur d'autres points de la politique, et l'on dit que Bolivar, dans

cette courte entrevue, traita San Martin avec une hauteur et une morgue injurieuses. D'autre part, cependant, le colonel Miller affirme que le résultat de la conférence fut l'envoi d'un corps auxiliaire de 2.000 Colombiens à Lima; mais cet historien ajoute que la junte qui succéda au protectorat enjoignit aux troupes colombiennes de retourner à Guayaquil.

San Martin, avant de quitter Lima, avait délégué son autorité civile et militaire à Torre Tagle, marquis de Truxillo, homme incapable et pusillanime, instrument docile entre les mains du ministre Monteagudo. Ce dernier profita de l'omnipotence passagère dont il jouissait pour se livrer à ses fantaisies despotiques. Son règne fut de courte durée; le peuple prit soin de l'abréger. Une émeute formidable eut lieu dans la capitale, et le marquis de Truxillo ne put refuser à la population irritée la destitution de Monteagudo, qui fut exilé à Guayaquil.

Le Protecteur arriva à Lima le 19 août, et le 21 du même mois il reprit l'exercice de l'autorité suprême. Sur de l'appui de l'armée, il aurait facilement comprimé l'esprit d'insurrection encouragé par les derniers désordres populaires et partagé par les autorités civiles; mais un acte de vigueur aurait été un démenti donné à sa politique, jusque-là inoffensive, et il pensa que ses ennemis lui en feraient un crime. D'un autre côté, les représentants de la nation avaient été convoqués, en vertu d'un décret du conseil d'État; le 20 septembre, le congrès fut installé avec les formalités habituelles. Entre le peuple, dont la voix était devenue menaçante, et la représentation nationale qui allait s'occuper de l'avenir du Pérou, il ne restait plus que bien peu de place pour l'autorité de San Martin. Le Protecteur comprit l'alternative en face de laquelle les événements l'avaient conduit, et il résolut de se remettre de son pouvoir. Il se rendit dans l'enceinte où siegeaient les députés, se dépouilla des insignes de l'autorité souveraine, et résigna ses hautes

fonctions entre les mains des représentants du peuple; puis il se retira et partit immédiatement pour sa maison de campagne près du Callao. Deux heures après, une députation du congrès lui communiqua un décret contenant l'expression de la reconnaissance des Péruviens, et un autre qui le nommait généralissime des forces nationales. San Martin accepta le titre, mais refusa l'exercice de ces fonctions. Le même soir, il s'embarqua pour le Chili, où il vécut dans la vie privée jusqu'à son départ pour l'Europe.

San Martin laissa après lui, au Pérou, une véritable popularité, mêlée toutefois de quelque ressentiment pour les derniers actes de son administration. Nous ne parlerons pas de ses habitudes de temporisation à la guerre; ce que nous en avons dit montre qu'il poussa quelquefois beaucoup trop loin l'imitation de Fabius Cunctator; en considérant seulement sa conduite comme homme d'État, on reconnaîtra qu'il a prêté le flanc aux attaques de ses ennemis sous deux rapports: d'abord pour avoir toléré les désordres de l'armée libératrice pendant son séjour à Lima, ensuite pour avoir, dans certaines circonstances, usé d'une rigueur excessive envers des proscrits. Ce sont là deux reproches qu'il nous semble difficile de repousser. Quant à l'accusation d'avoir saisi le pouvoir pour arriver à la royauté, son abdication volontaire en fait suffisamment justice. En résumé, et pour ne pas répéter ici ce qui a été dit sur San Martin dans la notice consacrée au Chili, nous jugeons l'ancien protecteur du Pérou comme un homme éminent, sous certains rapports, mais incomplet. Grâce à l'exiguïté du théâtre sur lequel il fut appelé à paraître, San Martin fut le Washington du Pérou; il est probable que s'il avait été entouré de caractères mieux trempés, et que s'il se fût trouvé au milieu de circonstances plus menaçantes, il aurait été au-dessous de sa position; c'est du moins ce que les défauts de son esprit et de son caractère autorisent à supposer.

Après la retraite de San Martin, le général José de la Mar, don Felipe Antonio Alvarado, et le comte Vista Florida, furent désignés par le congrès pour former un pouvoir exécutif sous le nom de *junte gouvernante*. Xavier de Luna Pizarro, citoyen honorable et éclairé, fut nommé président du congrès.

Les premiers actes de ce gouvernement furent marqués au cachet de la faiblesse et de l'impéritie. Une expédition contre les royalistes cantonnés dans les provinces méridionales manqua, par l'incapacité du général Alvarado; une autre tentative, dirigée par le général Arénales, avorta honteusement. Ces revers, si déplorables pour les patriotes, excitèrent une clameur générale contre la junte gouvernante et amenèrent la chute du triumvirat. Le 26 février 1823, les officiers supérieurs de l'armée, ayant à leur tête le général Santa-Cruz, commandant en second, présentèrent une énergique remontrance au congrès, et demandèrent la nomination du colonel Riva Agüero comme président de la république. Le congrès hésita; mais l'arrivée d'un second message de Santa-Cruz trancha la question: Riva Agüero fut nommé président. Arénales s'étant enfui au Chili, Santa-Cruz prit le commandement en chef de l'armée péruvienne.

Pendant ce temps, environ 3,000 auxiliaires étaient arrivés de Guayaquil à Lima, sous le commandement du général colombien Sucre; ce renfort, et les 1,000 Buénos-Ayriens qui formaient les restes de l'armée des Andes, portaient la garnison de la capitale, y compris 1,000 miliciens, à environ 5,000 hommes. Sur ces entre-faites, Canterac parut tout à coup à la tête de 9,000 hommes de troupes bien disciplinées et encouragées par de récents succès. L'alarme se répandit de nouveau dans la ville, et il fut résolu qu'on l'abandonnerait. Le 18 juin, Canterac fit son entrée dans Lima. Riva Agüero se retira avec le congrès au Callao, où les députés continuèrent à tenir leurs séances dans une petite

église. Après des discussions prolongées, et dont nous nous garderons bien de retracer les détails, Sucre fut nommé chef suprême de l'armée, avec des pouvoirs qui constituaient presque une dictature. Les circonstances étaient menaçantes, et les Péruviens croyaient ne pouvoir être sauvés qu'en se plaçant sous la protection d'un homme énergique. Le 22, Riva Agüero fut déposé, et se retira, avec les membres du congrès, à Truxillo, laissant au général Sucre une autorité incontestée. Cependant Canterac avait placé ses troupes au delà de la ligne de châteaux qui entoure la place, et quelques escarmouches insignifiantes avaient eu lieu entre les éclaireurs des deux armées. Tout à coup, jugeant qu'il ne pouvait rien entreprendre de décisif, et réfléchissant que Sucre avait envoyé une grande partie de ses forces dans le sud pour se joindre à Santa-Cruz, le général royaliste évacua Lima (17 juillet), après toutefois avoir cruellement rançonné les habitants et détruit l'hôtel de la monnaie.

La capitale se trouvant de nouveau entre les mains des patriotes, Sucre résolut de se placer à la tête de l'expédition qui avait fait voile pour Chala; après avoir délégué ses pouvoirs au marquis Torre Tagle, il partit le 20 juillet. Santa-Cruz avait, dans l'intervalle, établi son quartier général à la Paz, et il se croyait si certain du succès, qu'il refusa l'offre de coopération que lui avait faite le général Sucre. Il fut néanmoins forcé de se retirer devant les forces réunies du vice-roi et de Valdez. Cette fuite fut si désastreuse, par suite de l'indiscipline des troupes, que sur 7,000 hommes il n'en revint que 1,000 à Lima. Les généraux royalistes purent, dès lors, concentrer leurs efforts pour repousser le général Sucre, qui fut, en effet, contraint de se rembarquer avec ses troupes pour rallier le port de Callao.

Les circonstances étaient éminemment critiques: les patriotes étaient découragés par la défaite, affaiblis par la désertion, désorganisés par suite

de l'incurie de leurs chefs; les forces royalistes, accrues par les déserteurs patriotes et par les prisonniers de guerre, s'élevaient à 20,000 hommes; la cause révolutionnaire était donc gravement compromise et tout semblait même perdu.

Ce fut alors que Bolivar, furieux et indigné des succès des Espagnols, résolut de sauver, par une intervention personnelle, la révolution péruvienne. Après s'y être fait autoriser par le congrès de Colombie, il laissa le vice-président Santander à la tête du gouvernement de Bogota, et, le 1^{er} septembre 1823, il fit son entrée publique à Lima. Il fut, on le pense bien, reçu avec enthousiasme, et on l'investit aussitôt de toute l'autorité militaire et politique, bien que le marquis Torre Tagle conservât toujours le titre de président du Pérou.

Un incident de nature assez grave fit diversion à la joie qu'éprouvaient les patriotes péruviens de voir un homme tel que Bolivar se vouer au triomphe de leur cause: l'ex-président Riva Agüero, en arrivant à Truxillo avec les membres fugitifs du congrès, avait réuni des troupes, s'était fait confirmer dans ses fonctions par les députés présents et avait réussi à s'entourer de plusieurs milliers de partisans séduits par ses promesses ou abusés par ses mensonges. En vain Bolivar l'engagea-t-il à rentrer dans le devoir; il persista à s'insurger contre le gouvernement de Lima. Mais au moment où il espérait triompher, grâce peut-être à ses secrètes relations avec les royalistes, il fut pris et livré aux patriotes par ses propres troupes. Le malheureux fut condamné à mort pour crime de trahison, mais la sentence fut commuée en un exil perpétuel. Il partit pour l'Europe, et ses partisans jurèrent obéissance à Bolivar.

Là ne s'arrêta pas la série des événements néfastes qui devaient retarder le triomphe des indépendants: une insurrection militaire eut lieu au Callao, dont la citadelle fut livrée aux royalistes. La conséquence de ce malheur fut un nouvel abandon de Lima

par les troupes patriotes. Vers le même temps, trois escadrons de cavalerie, avec leur commandant Navajas, passèrent à l'ennemi. Le marquis de Torre Tagle, le comte de San Donas, ministre de la guerre, le général Porto-Carrero, et plusieurs autres officiers de tout grade, désertèrent également, et allèrent grossir les rangs des ennemis de la liberté.

Ces continuelles désertions d'un camp dans un autre, ces trahisons si coupables de la part de chefs influents, cette absence d'ardeur révolutionnaire chez les patriotes, et de fanatisme royaliste chez les défenseurs de la métropole, prouvent combien peu l'opinion était formée dans le Pérou, et combien ce pays était encore jeune pour l'indépendance. Au fait, à qui aurait-il pu devoir son éducation politique? Ce n'était certes pas de l'Espagne qu'il devait attendre un semblable service. Et il y avait si peu de temps que les mots d'émancipation et de liberté frappaient les oreilles de ses habitants!

Cependant Bolivar s'était rendu dans le voisinage de Pativilca et de Huaras, à la tête de 6,000 Colombiens et de 4,000 Péruviens. Le prestige de son nom avait fasciné l'imagination des plus indifférents, et il pouvait désormais compter sur le dévouement des hommes qu'il menait au combat.

Dans le courant du mois de juillet, l'armée libératrice fit un mouvement sur Pasco. Le général Sucre avait fait des prodiges d'activité et d'intelligence en procurant à l'armée les moyens de franchir l'espace de 200 lieues qui sépare Caxamarca de Pasco, espace occupé par le pays le plus montueux et le plus difficile qui existe dans le monde entier. Rendre praticables les sentiers qui serpentent sur les flancs des montagnes les plus abruptes, et au sommet des précipices; élever des abris de distance en distance dans une contrée immense, stérile et déserte; former des dépôts d'orge et de maïs pour la cavalerie, jeter des ponts, niveler ou tracer des routes, telle avait été la tâche du général colombien, et il s'en acquitta avec une promptitude

et une précision merveilleuses. Six mille têtes de bétail, réunies à Caxamarca, suivirent l'armée, et grâce aux précautions prises par Sucre, les patriotes purent sortir sains et saufs des horribles défilés qu'ils avaient traversés. Le 2 août, Bolivar passa en revue son armée forte de 9,000 hommes.

Réveillé de son long sommeil, Canterac avait, le 5 août, marché jusqu'à Carhuamayo et poussé sa cavalerie dans les environs de Pasco. Apprenant que l'ennemi s'avancait à grands pas sur la rive opposée du grand lac, il se replia sur son infanterie, mais il ne put réussir à éviter que sa cavalerie ne rencontrât les troupes patriotes. Cette rencontre eut lieu dans les plaines de Junin. Une bataille sanglante eut lieu sur ce terrain, bataille à laquelle les fantassins ne purent prendre part et dans laquelle une poignée de cavaliers colombiens et péruviens mit en déroute une masse formidable d'adversaires. Nous croyons que c'est, dans les temps modernes, le seul combat sérieux dans lequel il n'ait pas été brulé une seule amorce, et dont le sabre et la lance aient eu seuls les honneurs.

Le lendemain, malgré la retraite précipitée des royalistes, Bolivar crut devoir se replier sur Los Reyes. Après une halte de trente-six heures, l'armée se remit en marche, et occupa successivement Tarma, Xauxa, Huancayo, Guanta, et, le 24, Guamanga, où elle séjourna près d'un mois. On ne peut se rendre compte de cette inaction de Bolivar, à moins de supposer qu'il jugeât son armée trop faible pour risquer une action générale. Canterac put se retirer à Cuzco, où il fut rejoint par Valdez qui avait été rappelé par le vice-roi de Potosi, après la bataille de Junin. La Serna prit alors le commandement des forces unies qui, grâce aux efforts persévérants de leurs chefs, présentèrent bientôt un effectif de douze à treize mille combattants.

Dans la première semaine d'octobre, le libérateur quitta l'armée pour se rendre sur le littoral; il laissa en par-

tant, au général Sucre, l'ordre d'aller prendre ses cantonnements à Andahuaylos et à Abancay, car il pensait que l'approche de la saison pluvieuse empêcherait les royalistes de reprendre l'offensive. C'était là, et dans tous les cas, un plan éminemment dangereux et imprudent, car les patriotes devaient nécessairement se trouver dans la situation la plus critique si les Espagnols s'avancèrent avec des forces supérieures. Cependant, ne voulant pas contrevenir aux instructions de son supérieur, le général Sucre resta dans ses cantonnements et se borna à envoyer des détachements en reconnaissance, afin de s'assurer des projets et des forces de l'ennemi. Il devint bientôt évident que le vice-roi, réuni à Valdez, était au moment de commencer les opérations offensives, et même le général patriote Miller, qui s'était avancé jusqu'à la vallée d'Oropesa, avait annoncé positivement que les royalistes étaient en pleine marche. Le plan du vice-roi était d'atteindre l'arrière-garde des indépendants et de couper leurs communications avec Lima. A cet effet, il fit un détour par la route de Pampachira, et, le 16 novembre, il atteignit Guamanga, d'où, par une contre-marche, il s'avança sur la grande route de Cuzco. Sucre, pendant ces divers mouvements, s'était replié sur Andahuaylos, et le 20, les avant-gardes des deux armées se rencontrèrent sur les hauteurs de Bombon, près de Chincheros. Les royalistes furent culbutés dans la profonde vallée de Pomacochas; ils passèrent la rivière et bivouaquèrent sur les hauteurs opposées. Après plusieurs mouvements et quelques escarmouches dont le récit ne doit point trouver place dans ce résumé historique, le général Sucre reconnut qu'il ne devrait le salut de ses troupes qu'à un effort héroïque. L'ennemi était supérieur en nombre; d'un autre côté, les Indiens de Guanta, Huancavelica, Chincheros, Huanda, et des villages adjacents, s'étaient réunis aux royalistes; déjà plus de cent malades, et le détachement qui les escortait, avaient

été massacrés par ces barbares. Le moment était donc venu où il fallait abattre l'orgueil des royalistes ou s'attendre à une catastrophe irréversible.

Le 6 décembre, les patriotes avaient atteint le village de Quinua, et les royalistes, en occupant Guamanguilla, leur coupèrent encore la retraite, et les mirent dans la situation la plus périlleuse. Dans l'après-midi du 8, le vice-roi sortit de Guamanguilla et s'établit, avec toute son armée, sur les hauteurs de Condorkanki, à une portée de fusil du camp des patriotes. Deux heures avant le lever du soleil, un bataillon royaliste d'infanterie légère descendit de la montagne et s'étendit à sa base; il s'ensuivit une vive escarmouche en présence des deux armées, spectatrices immobiles de cette lutte préliminaire. La nuit qui suivit cette journée d'attente fut, pour les uns et les autres, pleine d'anxiété et de douloureuse incertitude. Une bataille était inévitable pour le lendemain, et cette bataille devait décider des destinées de l'Amérique méridionale. « Les patriotes, dit M. Miller, savaient qu'ils avaient à se battre un contre deux, et qu'une victoire décisive pouvait seule leur épargner, à eux et à leur patrie, une servitude ignominieuse. Ils n'ignoraient pas à quels excès de cruauté se livrerait l'impitoyable politique des Espagnols, s'ils avaient l'avantage. Chacun sentait que la lutte qui approchait aurait des résultats immenses. »

Nous trouvons, dans l'ouvrage du même historien, un récit intéressant de la journée d'Ayacucho; comme l'auteur était au nombre des acteurs de ce drame sanglant, il serait impossible de puiser à meilleure source. Nous allons donc traduire de l'anglais la description de cette bataille, qui a porté le dernier coup à la domination espagnole dans l'ancien royaume des Incas.

« Le village indien de Quinua est situé à l'extrémité occidentale de la plaine d'Ayacucho, grand carré d'environ une lieue de circuit, et flanqué, à droite et à gauche, de ravins pro-

fonds et escarpés. Dans le fond de la plaine, c'est-à-dire du côté de l'ouest, le terrain descend graduellement pendant l'espace de deux lieues, jusqu'à la grande route qui mène de Guamanga à Guanta, et qui serpente au pied d'une chaîne de montagnes sans solution de continuité. La limite orientale de la plaine est formée par la chaîne abrupte et formidable de Condorkanki, boulevard gigantesque qui, courant du nord au sud, domine les champs d'Ayacucho. C'est un peu au-dessous du sommet de ces montagnes qu'était placée l'armée royale.

« L'armée libératrice était campée dans la plaine, en face et à environ un mille des Espagnols, ayant Quinua en arrière, et formée en colonnes serrées dans l'attente d'une prochaine attaque.

« Pendant la nuit du 8 décembre, un feu vif fut soutenu par les postes avancés des royalistes et des patriotes. Sucre voulait empêcher les Espagnols de descendre à la faveur de l'obscurité; à cet effet, il ordonna aux musiciens de deux bataillons d'aller, sous l'escorte d'une compagnie, se placer au pied des montagnes, et de jouer de leurs instruments, afin de faire croire à l'ennemi que la région inférieure du plateau était occupée. Les musiciens exécutèrent cet ordre périlleux, et jouèrent jusqu'à ce qu'un feu roulant fut dirigé contre eux. Cette ruse eut le résultat désiré; elle empêcha les royalistes de sortir de leurs lignes.

« A neuf heures du matin, la division Villalobos commença à descendre; le vice-roi la dirigeait en personne et à pied; les soldats se mirent à courir le long des flancs escarpés du Condorkanki, en obliquant un peu à gauche. La division Monet, qui formait la droite des royalistes, commença en même temps à défilé directement vers la plaine. La cavalerie, pied à terre et les chevaux tenus par la bride, fit le même mouvement, mais avec plus de difficulté, et en se plaçant dans les intervalles compris entre les divisions d'infanterie. Quand l'ennemi arriva

dans la plaine, il se forma immédiatement en colonnes. Ce fut un moment plein d'émotion et pendant lequel chacun sentit battre son cœur d'anxiété et d'espérance.

« Durant cette opération, le général Sucre passa devant le front de ses troupes et leur rappela, en termes emphatiques, le souvenir de leurs exploits. Puis il se plaça au centre de l'armée libératrice et d'une voix inspirée, il s'écria : « Cette journée doit décider du sort de l'Amérique du Sud; soldats! une gloire nouvelle va couronner vos constants efforts. » Ces quelques mots, prononcés avec feu, produisirent un effet électrique et furent accueillis par un *vivat* unanime.

« Tandis que la moitié des divisions royalistes, Monet et Villalobos, se formaient dans la plaine, le général Sucre ordonna à la division Cordova et à deux régiments de cavalerie de charger l'ennemi. L'intrépide Cordova met pied à terre et plongeant son épée dans la poitrine de son cheval, il dit à ses soldats : « Vous le voyez, je n'ai plus aucun moyen de fuir; il faut que nous combattions ensemble jusqu'au bout. » Puis il se plaça à environ 15 toises en avant de sa division formée en quatre colonnes parallèles, avec la cavalerie dans les intervalles. Agitant son chapeau au-dessus de sa tête, il s'écrie : « En avant! du pas dont marchent les vainqueurs! » Ces mots, distinctement entendus des soldats, leur communiquent une ardeur enthousiaste; les bataillons se précipitent sur l'ennemi avec une impétuosité formidable, mais dans le meilleur ordre. Les Espagnols reçoivent le choc avec fermeté. Les baïonnettes se croisent, et pendant quelques minutes, patriotes et royalistes luttent corps à corps, sans qu'on puisse prévoir à quel drapeau restera l'avantage. A ce moment, la cavalerie colombienne, commandée par le colonel Silva, exécute une charge furieuse. Ce brave officier tombe couvert de blessures, mais l'élan de ses soldats est irrésistible. Les royalistes lâchent pied et battent en retraite, poursuivis par les indépen-

dants qui en font un carnage horrible. Le vice-roi est blessé et fait prisonnier. Les fuyards essayent de grimper le long des flancs du Condorkanki, mais les patriotes dirigent sur eux un feu meurtrier, et une multitude de ces malheureux, atteints par les balles, tombent et roulent au bas de la montagne, où leurs corps restent suspendus aux pointes des rochers ou aux ronces du ravin.

« Le général Miller, qui avait accompagné la division Cordova, voyant le succès de son attaque, rejoignit le régiment des hussards de Junin qui, fort heureusement, avait été laissé en réserve.

« A la pointe du jour, la division royaliste de Valdez avait commencé à faire un détour de près d'une lieue. Descendant le Condorkanki sur son côté septentrional, Valdez se plaça sur la gauche des patriotes, dont il n'était plus séparé que par un ravin étroit. Au moment où s'engagea le combat que nous venons de décrire, il ouvrit un feu de file appuyé par quatre pièces de campagne. Cette attaque obligea la division péruvienne de La Mar à prendre la fuite. Le bataillon colombien de Borgas, chargé de soutenir la division péruvienne, recula aussi devant l'ennemi. Deux bataillons royalistes traversèrent, sur la gauche, le ravin dont nous avons parlé, et s'élançèrent, au pas de course, à la poursuite des patriotes. Le moment était critique, et tout était perdu pour les indépendants, si le général Miller n'avait exécuté, à la tête des hussards de Junin, une charge brillante contre les Espagnols, qui, à leur tour, s'enfuirent épouvantés. Miller franchit le ravin et les poursuivit à outrance, aidé par les grenadiers à cheval et par la division La Mar qui s'était reformée. L'artillerie de Valdez fut prise, sa cavalerie battit en retraite, et son infanterie se dispersa dans toutes les directions.

« La bataille était perdue pour les royalistes; aussi gagnèrent-ils en toute hâte les hauteurs d'où ils étaient descendus dans la matinée avec tant de confiance. L'action avait duré une

heure. La perte des Espagnols fut de 1,400 tués et 700 blessés; celle des patriotes, de 370 tués et 609 blessés.

« Les royalistes, en arrivant sur le plateau supérieur de Condorkanki, rallièrent autant de soldats que possible. Les divisions patriotes La Mar et Lara se trouvèrent, à une heure après midi, sur la crête de la montagne. Avant le coucher du soleil, Canterac demanda à capituler, et une heure après, il se rendit dans la tente du général Sucre, où la convention fut conclue et signée. Le vice-roi la Serna, les généraux Canterac, Valdez, Carratala, Monet, Villalobos et dix autres, seize colonels, soixante-huit lieutenants-colonels, quatre cent quatre-vingt-quatre officiers et trois mille deux cents soldats devinrent prisonniers de guerre. Le reste s'était dispersé et avait pris la fuite. »

Un assez grand nombre d'officiers espagnols, s'appuyant sur les termes de la capitulation, demandèrent et obtinrent leurs passe-ports pour retourner en Espagne. Quelques-uns seulement restèrent pour mettre ordre à leurs affaires. Quelques soldats royalistes se firent incorporer dans les bataillons patriotes; mais la plupart gagnèrent leurs foyers.

Telle fut la bataille d'Ayacucho, la plus importante et en même temps la plus brillante qui ait été livrée dans l'Amérique du Sud. Si l'on considère que les deux armées étaient également bien disciplinées et aguerries, que toutes deux déployèrent dans cette journée mémorable une valeur digne des meilleures troupes européennes (*); si l'on réfléchit, en outre, aux résultats immenses que devait produire la victoire des patriotes, on reconnaîtra qu'un pareil événement méritait qu'on

(* Un escadron et tous les officiers d'un régiment de cavalerie royaliste portaient des casques d'argent. Cette coiffure attira l'attention des patriotes, qui poursuivirent avec acharnement ces cavaliers d'élite et en firent un carnage affreux. Il n'y eut de sauvés que ceux qui eurent la présence d'esprit de se débarrasser de leurs riches mais dangereux ornements. (Miller.)

en parlât avec les détails qu'il comporte.

Le général Sucre, ne voulant pas perdre un instant, ordonna au général Gamarra de marcher sur Cuzco, à la tête d'un bataillon péruvien. La garnison espagnole, commandée par Alvarez, mit bas les armes le 25 décembre, conformément à la capitulation d'Ayacucho. Le général Tristan prit alors le titre de vice-roi, et chercha à consolider son pouvoir par tous les moyens qui lui restaient; mais ne trouvant pas les appuis sur lesquels il avait compté, il se rendit, avec la petite garnison d'Aréquipa, à un colonel patriote envoyé de Guamanga dans cette ville. Quant à Olañeta, il se maintint à la tête de ses quatre mille hommes, et refusa obstinément d'entendre à aucune proposition.

Le résultat le plus important était acquis; mais tout n'était pas encore terminé. Après avoir donné quinze jours de repos à ses troupes, Sucre quitta Cuzco et s'avança vers Puno. Là il apprit que les garnisons royalistes de Cochabamba, Chuquisaca et Santa-Cruz de la Sierra s'étaient déclarées pour la cause de l'indépendance; enfin, que le colonel Lanza, qui, pendant presque toute la guerre, avait occupé les vallées d'Yungas, avait fait son entrée à la Paz. Laisant le général Miller dans le département de Puno, avec les titres de commandant général et de préfet, Sucre marcha à la rencontre d'Olañeta pour lui livrer bataille; arrivé à Chuquisaca, en avril 1825, il reçut la nouvelle de la mort de son adversaire; ce chef royaliste avait été tué par ses propres soldats dans une émeute, à la tête de laquelle se trouvait le colonel Medina Coeli. Les derniers partisans d'Olañeta ne tardèrent pas à faire leur soumission; et, dès lors, le Pérou se trouva débarrassé d'ennemis, à l'exception du Callao, dont la garnison, commandée par l'intrépide Rodil, gardait encore une attitude menaçante.

Bolívar, en quittant l'armée libératrice, s'était établi à Chancay, d'où il

observait les événements, tout en dirigeant l'ensemble des opérations militaires. Par son ordre, une division colombienne alla renforcer la garnison de Lima, et le général Salom, chargé de la défense de cette capitale, fut, dès ce moment, en mesure d'investir la citadelle du Callao, tandis que l'escadre patriote, commandée par l'amiral Guise, bloquait la place par mer. Pendant le long siège qui suivit, les troupes indépendantes furent cruellement décimées par la fièvre. Les assiégés eurent encore plus à souffrir d'une épidémie qui, venue à la suite d'une famine horrible, fit parmi eux des ravages effrayants. Plusieurs des familles éminentes qui s'étaient retirées dans la forteresse avec Rodil, périrent tout entières (*). Malgré le spectacle navrant qu'il avait sous les yeux, le chef royaliste n'en persista pas moins à se défendre avec vigueur. Il lui fallait réprimer l'esprit d'insurrection parmi ses troupes, encourager les malheureux qui s'étaient mis sous sa protection, soutenir le feu de l'armée de terre et celui de l'escadre, combattre nuit et jour, déjouer la trahison, enfin se multiplier en quelque sorte, pour intimider par sa présence ou soutenir les dévouements fatigués. Rodil suffit à cette tâche formidable. Le siège dura près de treize mois, et ce fut seulement après avoir tué et dévoré tous les chevaux, tous les mulets et tous les chiens qui se trouvaient dans la ville, que le général demanda à capituler. La convention fut signée le 26 février 1826. « Ainsi, dit M. Miller, fut brisé le dernier anneau de la chaîne qui avait lié dix-sept millions d'Américains à la monarchie espagnole. »

On aime à voir la royauté s'éteindre, au Pérou, dans un effort sublime, et brûler sa dernière amorce sur un monceau de ruines fumantes. C'est

(*) M. Miller affirme que sur 4000 individus qui s'étaient retirés au Callao, il n'y en eut que 200 qui échappèrent aux ravages causés par la famine et la maladie. La nombreuse famille des Torre Tagle périt jusqu'au dernier de ses membres.

au brave Rodil qu'elle dut cet honneur insigne. Au milieu de tant de généraux incapables ou félons, l'héroïque commandant du Callao doit occuper dans l'histoire une place à part. Sa conduite peut être comparée à ce qu'il y a de plus glorieux dans les fastes de la guerre, et quel que soit le point de vue politique auquel on se place pour retracer les phases de la révolution péruvienne, c'est un devoir pour l'écrivain de payer un large tribut d'admiration à un dévouement digne d'une meilleure cause et d'un meilleur sort.

La guerre de l'indépendance était terminée; mais la tâche la plus difficile, l'organisation du pays émancipé allait commencer. Les provinces du haut Pérou faisaient partie, avant la révolution, de la vice-royauté de Buénos-Avres. Mais comme les mœurs, les habitudes et même le langage de la majorité des habitants différaient essentiellement de ceux des citoyens de Rio de la Plata, la république Argentine renonça à ses droits sur cette portion du territoire péruvien, et laissa ses voisins pourvoir tranquillement à leur avenir politique. Le général Sucre devait continuer à exercer le pouvoir suprême jusqu'à l'établissement d'un gouvernement régulier. Une assemblée générale de députés eut lieu, en août 1825, à Chuquisaca, et déclara solennellement que, conformément au vœu du peuple, le haut Pérou formerait à l'avenir une nation indépendante, et s'appellerait *Bolivia*, juste hommage rendu à l'homme généreux qui avait si puissamment contribué à l'expulsion des Espagnols. L'assemblée publia ensuite une déclaration d'indépendance, malheureusement ridicule par les termes dans lesquels elle était rédigée. On vota un million de dollars au Libérateur en récompense de ses services; mais Bolívar, avec ce désintéressement chevaleresque qui le caractérisait, n'accepta ce don magnifique qu'à la condition que la somme entière serait consacrée à racheter la liberté d'environ 1,000 esclaves noirs qui exis-

taient encore dans la Bolivie. Un million de dollars fut également voté en faveur des militaires qui avaient fait la campagne de 1824.

La première assemblée s'étant dissoute le 6 octobre, un congrès général fut convoqué pour le mois de mai suivant. Dans l'intervalle, Bolívar réunit à Lima les représentants du bas Pérou, et résigna entre leurs mains, le 10 février 1825, son titre et son autorité de dictateur; mais le congrès l'ayant supplié de conserver le pouvoir, il y consentit avec une répugnance, sincère suivant quelques historiens, simulée suivant les autres. Après avoir convoqué un nouveau congrès pour le mois de février 1826, le dictateur quitta la capitale du bas Pérou et traversa le pays jusqu'à Chuquisaca, au milieu des fêtes et des triomphes que les populations reconnaissantes avaient préparés en son honneur.

Dès le mois de janvier 1826, le Libérateur quitta la capitale de la Bolivie pour aller installer le congrès du bas Pérou. Au début de la session, des divisions fâcheuses éclatèrent dans le sein de la nouvelle assemblée; une trentaine de membres refusèrent de prêter le serment constitutionnel dans les termes prescrits par le congrès précédent. Était-ce, de la part des dissidents, hostilité née de regrets mal dissimulés pour un ordre de choses et des privilèges détruits par la victoire des patriotes, ou bien tout simplement esprit d'intrigue et d'opposition passagère contre le dictateur? Les historiens ne laissent rien deviner à cet égard. Quoi qu'il en soit, la majorité du congrès donna dans cette circonstance un admirable exemple de sagesse et de raison: loin d'imposer à la minorité opposante l'autorité du nombre, ainsi qu'elle en avait le droit, elle voulut que la nation elle-même tranchât le différend, et adressa au pouvoir exécutif un mémoire dans lequel elle demandait l'appel au peuple. La réponse de Bolívar fut digne du sentiment qui avait dicté la supplique. Nous citerons cette déclaration comme un modèle de politique démocratique

et de respect pour les volontés d'une nation :

« Après avoir longtemps réfléchi, disait Bolivar, sur les articles délibérés par les cinquante-deux représentants au congrès général, je ne puis que féliciter ces honorables citoyens de ce qu'ils veulent recourir, dans les difficiles circonstances où ils se trouvent, à la source de laquelle émanent leurs pouvoirs. Rien n'est plus conforme aux doctrines de la souveraineté nationale que de consulter la nation en masse sur les points qui doivent être la base constituante de la liberté des États, de l'autorité des lois, et du pouvoir chargé de les exécuter. Tous les hommes individuellement sont sujets à l'erreur et à la séduction; il n'en est pas ainsi du peuple, qui possède au degré le plus éminent la conscience de ce qui peut faire son bien-être et assurer sa liberté. Son jugement est sûr et sa volonté forte; il n'est pas plus possible de le corrompre que de l'intimider. J'ai déjà éprouvé combien le peuple est apte à prendre de grandes résolutions; aussi j'ai toujours préféré son opinion à celle des sages. Qu'on recoure donc à l'opinion du peuple, ainsi que cela est proposé, on verra si les lois ont reçu l'assentiment de tous et quel est le magistrat suprême entre les mains de qui la nation désire que je remette le pouvoir. Je dois ajouter, avec la franchise la plus absolue, que le besoin de déposer au plus tôt l'autorité dont je suis revêtu, ne me permet pas d'attendre pour la convocation du congrès l'époque fixée par la loi; que, rappelé par le cri de mes compatriotes, et désespérant presque de retourner en Colombie, j'ai le plus vif désir de voir le congrès du haut Pérou mettre un terme aux relations ambiguës, et je puis dire extraordinaires, qui existent entre ces deux pays. Toutefois, je mets de côté ces considérations pour ne m'occuper que de l'intérêt du Pérou, intérêt qui ne peut être raisonnablement sacrifié à celui d'un autre pays. La situation de l'Amérique est telle, que le sort de ses divers États est

étroitement lié, et qu'on ne peut rendre service à l'un sans rendre service à l'autre. »

Cette réponse aux députés fut immédiatement suivie d'un décret qui ordonnait un nouveau recensement de la population péruvienne et la formation de nouveaux collèges électoraux.

Ce fut à peu près à cette époque que le Libérateur rédigea une constitution pour la république de Bolivie, constitution qui fut adoptée par les représentants de ce pays, dans le courant de mai 1826. Un président à vie devait être nommé. Le choix du congrès bolivien tomba sur le général Sucre, qui accepta, à condition que ses pouvoirs ne dureraient que deux ans, et qu'on lui permettrait de garder auprès de lui un corps de 2,000 Colombiens.

Soit amour-propre d'auteur, soit arrière-pensée mêlée d'ambition, Bolivar désirait faire adopter le *code bolivien* par la république du bas Pérou, de telle façon que les deux États fussent politiquement son ouvrage, comme ils l'étaient sous le rapport de l'indépendance. Il se flattait que sa constitution serait favorablement accueillie par la majorité de la nation, et il était entretenu dans cette erreur par des courtisans trop jaloux de lui plaire pour lui révéler les répugnances du peuple. Il ne savait pas que sa popularité diminuait de jour en jour et que ses désirs n'étaient plus des lois pour les Péruviens. Le code bolivien était d'ailleurs peu en harmonie, dans plusieurs de ses dispositions fondamentales, avec les principes professés, en toute occasion, par son auteur. C'est ainsi que, malgré l'opinion plusieurs fois émise par Bolivar sur la nécessité de renouveler périodiquement le pouvoir exécutif, la constitution dont il s'agit établissait un président à vie, et le président pouvait désigner son successeur. Ce n'était, évidemment, autre chose qu'une monarchie élective avec une espèce d'hérédité testamentaire. Que devenaient, dès lors, les principes démocratiques qui, suivant les patriotes péruviens, devaient présider

au choix des institutions nouvelles? N'était-il pas étrange que la loi fondamentale de l'État, proposée par le Libérateur, contiât, dans sa disposition la plus importante, une violation aussi manifeste des principes du gouvernement républicain? Cette réflexion, faite dès l'abord par les démocrates les plus éclairés, avait déterminé les répulsions du peuple pour le code bolivien, et quelques esprits méfiants, cherchant à se rendre compte de l'intention qui avait dicté à Bolivar ce singulier article de sa constitution, furent tout naturellement conduits à lui proposer des projets de royauté et de dynastie; de là un commencement d'impopularité.

A cette cause de désaffection, il faut ajouter l'impudence mêlée de colère avec laquelle le peuple du bas Pérou supportait la présence des troupes colombiennes sur son territoire. Malgré la sévère discipline à laquelle ces troupes étaient soumises, leurs mœurs et leurs habitudes nationales étaient trop antipathiques aux Péruviens pour qu'ils pussent les tolérer longtemps. Il s'était formé peu à peu un parti nombreux qui réclamait énergiquement l'expulsion des soldats étrangers. Bolivar, méconnaissant ce qu'il y avait de légitime et de respectable dans cette exigence, fermait l'oreille aux murmures qui arrivaient jusqu'à lui. Cette imprudente obstination exaspéra la multitude des mécontents. On découvrit une conspiration qui, dit-on, avait pour objet l'assassinat de Bolivar et l'expulsion des Colombiens. Bien que, suivant des personnes en position d'être bien informées, le complot n'eût réuni que des gens sans importance, et que même, au dire d'un grand nombre de citoyens, il fût complètement imaginaire, l'autorité recourut aux mesures les plus rigoureuses. On forma un tribunal suprême chargé de pourvoir aux nécessités du moment; les docteurs Estenos, Pancorvo et Freyre, membres de cette junte pré-votale, prirent à tâche d'imiter et de surpasser le zèle odieux déployé par Rivadeneyra dans ses fonctions de pré-

sident de l'ancienne cour martiale. Le lieutenant Aristabal fut condamné à être fusillé, et son dernier soupir s'exhala dans un vœu patriotique. Un chef de guérillas, nommé Ninavilca, et plusieurs autres qui, comme lui, avaient pris la fuite, furent condamnés par contumace à être étranglés, et cela au mépris d'un décret du 3 janvier 1822, par lequel ce mode de supplice avait été aboli. Le colonel Vidal, dont le courage, les talents militaires, la probité et le patriotisme étaient connus et appréciés de tous, fut condamné, également par contumace, à la dégradation et à l'exil; d'autres subirent des châtimens analogues. L'amiral Guise fut mis en jugement et acquitté. Tous les Buénos-Ayriens et les Chiliens résidant au Pérou furent tenus de se présenter aux autorités de la capitale et soumis à une surveillance des plus sévères. Les généraux Necochea et Correa, les colonels Estomba et Baulet, ainsi qu'un grand nombre de négociants honorables, parmi lesquels don Juan-José Sarratá, dont le patriotisme n'avait jamais été mis en doute, durent quitter immédiatement le pays. Necochea renvoya au gouvernement son brevet de général, ainsi que plusieurs bons sur le trésor qui lui avaient été donnés en récompense de ses loyaux services. « Je ne veux, écrivait-il, emporter de ce pays que les blessures que j'ai reçues pour lui. » Le conseil, sans même accuser réception de la lettre du général, accepta sa démission et les bons du trésor.

On ne saurait trop blâmer l'excessive rigueur dont Bolivar, dans cette circonstance, fit usage envers des adversaires désarmés. Cette rigueur n'était pas seulement impolitique, elle était aussi condamnable aux yeux de l'humanité et de la justice. Alors même que le complot eût atteint les proportions effrayantes que l'autorité se plut à lui attribuer, les conspirateurs, vu l'état général des esprits au lendemain d'une révolution, eussent mérité plus d'indulgence. Il y eut d'ailleurs dans les châtimens une sévérité vrai-